

Au Sommet de Bonn, en mai, à l'OCDE et ailleurs, nous nous sommes joints à d'autres pays occidentaux pour demander la tenue d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales qui reprendrait là où s'était arrêté le "Tokyo Round". Mais le consensus du monde industrialisé ne suffit pas à lui seul.

Ainsi, depuis quatre mois, le Canada tente d'aplanir les divergences entre pays industrialisés et pays en développement en ce qui concerne les négociations commerciales multilatérales. Ce mois-ci, une délégation dirigée par un haut fonctionnaire du ministère des Affaires extérieures se rendra en Thaïlande, en Corée, en Malaisie, à Singapour, en Indonésie et aux Philippines dans l'espoir d'obtenir un accord sur l'ordre du jour. Des consultations analogues ont déjà eu lieu en Colombie, en Argentine, en Équateur et au Pérou.

Ce matin, j'ai participé à la réunion inaugurale de la Conférence sur la coopération économique dans la région du Pacifique, qui a notamment pour objectif d'encourager la collaboration économique entre le Canada et les pays du bassin du Pacifique. Elle regroupe des représentants du monde des affaires, du milieu universitaire, des gouvernements fédéral et provinciaux et de tous les partis politiques, et elle vise à nous aider à tirer le meilleur parti possible des débouchés qui s'offrent dans la région du Pacifique, là où l'on s'attend à ce que les échanges commerciaux du Canada croissent davantage que n'importe où ailleurs dans le monde. Depuis dix ans, les immigrants en provenance de l'autre côté du Pacifique dépassent en nombre ceux qui arrivent d'Outre-Atlantique. Au cours des trois dernières années, nos échanges commerciaux avec la région du Pacifique ont surpassé le commerce avec la région de l'Atlantique. Les possibilités qui s'offrent au Canada sont infinies.

Enfin, nous avons convenu d'entreprendre des discussions avec les États-Unis, discussions qui pourraient conduire à un nouvel accord commercial bilatéral entre nos deux pays.

Notre accès au marché américain court actuellement de graves dangers. Les Américains, le Congrès surtout, deviennent plus protectionnistes de jour en jour. La menace plane sur toutes les régions du Canada, et sur un large éventail de produits. Il y a aujourd'hui au Congrès au-delà de trois cent projets de loi à saveur protectionniste. Ils s'attaquent ou ont déjà porté préjudice à 6 milliards de dollars d'exportations canadiennes et à 140 000 emplois. Ils menacent nos exportations de bois d'oeuvre, d'acier, de poisson, d'uranium, de produits agricoles, de framboises, de pommes de terre, de morue salée, d'amiante et même de bardeaux.